

Partie III

DYNAMIQUE TRANSNATIONALE : ACTEURS ET PRATIQUES

La dynamique marchande de Butembo est liée aux échanges transnationaux, avons-nous indiqué. Des facteurs historiques ont contribué à orienter les échanges de cette partie du Congo vers l'Afrique de l'Est. Mais il faut également évoquer la position géographique. Les données relatives aux importations et aux exportations renseignent sur l'importance de cette dynamique. Sa compréhension nécessite d'analyser les pratiques des acteurs socio-économiques locaux. À travers cette partie nous voulons montrer l'interaction des acteurs dans leurs rapports marchands, par des contacts réticulaires situés en différents pays et assumant différents rôles dans les transactions. Ces connexions et les transactions qu'elles facilitent débordent les cadres des États nations. Il s'agit en fait des réseaux non institutionnels, informels. Par leurs pratiques les acteurs combinent le formel et l'informel, le populaire et l'accumulation.

Par ailleurs, l'importance des rapports sociaux se dégage également de la dynamique associative locale. Des associations multiformes, aux objectifs multiples sont créées par des acteurs socio-économiques. Nous relèverons également au niveau local, en recourant aux catégories de Braudel, l'articulation entre différents niveaux d'activité. Bien sûr, cette articulation ne supprime pas les tensions, les rapports de forces ou les conflits entre les acteurs.

CHAPITRE 6

ORIENTATION ET IMPORTANCE DES ÉCHANGES

6.1 Orientation des échanges, produits et provenance

L'économie du Nord-Est du Congo est orientée principalement vers l'Afrique de l'Est et l'Asie du Sud-Est. L'accessibilité des voies de communication dans les pays voisins constitue un facteur important de cette orientation.

6.1.1 Voies de communication et orientation des échanges

Butembo, principal centre de négoce du Nord-Est du Congo est caractérisé par un certain enclavement, pour le commerce extérieur. En effet, à l'ouest, pour déboucher au port de Matadi sur l'océan Atlantique, il faut parcourir plus de 2000 km. Actuellement la route de Beni jusque Kisangani est impraticable. Par contre à l'est, pour atteindre le port de Mombasa à l'océan Indien, il faut parcourir par l'Ouganda et le Kenya, près de 1 700 km de route asphaltée et praticable. L'Est africain est donc plus accessible aux entrepreneurs de Butembo. Cette ville est par ailleurs dépourvue d'aéroport. Il faut parcourir plus de 250 ou 350 km pour en trouver à Bunia ou à Goma.

Depuis les décennies de modernisation nationale le Kivu en général, et le Nord-Kivu en particulier, sont marginalisés par rapport aux grands programmes de développement du pays ainsi que des infrastructures¹. Ceux-ci ont été concentrés au tour des pôles que sont Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani. Des routes non aménagées freinent le développement économique au Nord-Kivu. Pour Butembo et Beni, Mbogha parle de désarticulation par rapport à l'économie nationale. Il affirme :

¹ *Schéma régional d'aménagement Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu. Document préliminaire, Bureau d'Etudes, d'Aménagement et d'Urbanisme, et Office de planification et de développement du Québec, 1992.*

« Le Congo a opté pour un développement de la grande industrialisation. Sa planification porte sur trois pôles économiques : Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani [...] C'est cela qui explique l'isolement économique de Butembo-Beni [...] La tentation est de faire la fraude avec l'Uganda ou le Rwanda, l'essentiel étant de trouver un débouché pour survivre. De ce fait, l'économie de la région, au lieu de se tourner vers l'économie nationale se tourne vers l'extérieur »².

La recherche des marchés d'approvisionnement et des débouchés constitue donc un des facteurs importants de l'orientation des échanges de cette partie du pays vers l'Est africain. Il est plus accessible par le réseau routier qu'on appelle le « Corridor Nord »³, plus proche et doté des routes asphaltées, des centres commerciaux et industriels importants, des aéroports internationaux mais aussi permettant la connexion à l'Asie. Pour voyager à l'étranger, il faut passer par des pays voisins qui disposent d'aéroports internationaux : Entebbe, Bujumbura, Kigali, etc.

Actuellement l'Ouganda constitue le principal pays de transit des commerçants de Butembo. Selon l'estimation de la police d'immigration ougandaise à Mbondwe, il y a chaque jour plus ou moins 50 Congolais qui entrent en Ouganda pour raison commerciale ou en transit. Par contre en sens inverse, c'est simplement autour de 5 Ougandais qui peuvent effectuer le passage de la frontière vers le Congo pour des transactions commerciales⁴. À Kampala, les commerçants congolais cherchent alors le visa pour d'autres destinations : Hongkong, Bangkok, Lagos, Jakarta, Dubaï, Johannesburg, Bombay, etc.

Le fret des marchandises arrive surtout par le port de Mombasa au Kenya. Le transport est ensuite effectué par camion jusqu'au Congo, via l'Ouganda. Les marchandises en transit douanier par route (t.d.r.) au Kenya et en Ouganda, sont escortées jusqu'aux frontières. D'une part c'est pour la sécurisation des marchandises mais d'autre part c'est pour éviter qu'elles ne soient déchargées et n'entrent sur leur marché intérieur sans dédouanement. Kasindi constitue le principal poste frontalier d'entrée et de sortie de marchandises au Nord-Est du Congo.

² MBOGHA KAMBALE, *op. cit.*, p. 57.

³ *Schéma régional d'aménagement, op. cit.*, pp. 103-107.

⁴ Entretien informel avec un agent de police ougandais, à Mbondwe le 25 juin 2002.

6.1.2 Produits et provenance¹

Si au cours de la décennie 1980, plus ou moins 60 %² de produits manufacturés vendus dans les territoires de Beni et Lubero provenaient du marché intérieur (Kisangani, Kinshasa, Isiro), depuis la décennie 1990 le commerce local de manufacturés dépend à plus de 90 % des importations³. Cette dépendance a été accentuée par la détérioration des routes, les guerres et l'insécurité qui ont entravé les échanges régionaux et aggravé la faillite du tissu productif national.

Parmi les principaux produits importés à l'Est du Congo, il faut citer surtout : le cargo général des marchandises diverses (vêtements, cosmétiques, vaisselle, etc.), les produits pétroliers, les matériaux de construction, les tissus imprimés pour femmes, les automobiles, les motos, les pièces de rechange, les friperies, les produits pharmaceutiques.

Par type de produits, on peut identifier les pays d'origine et les pays de provenance. Des articles fabriqués dans un pays peuvent être achetés dans d'autres. Il faut également ajouter qu'un même article peut se retrouver sur différents lieux d'approvisionnement. C'est sans doute là un des effets de la globalisation des échanges.

1) *Articles d'habillement, de literie et tissus*

Il y a une variabilité de produits, de lieux d'origine et de provenance. Nous pouvons évoquer à titre illustratif quelques produits importés, en regard de leur pays d'origine : des tissus imprimés pour pagnes (Hongkong, Indonésie, Chine, Taiwan), autres wax (Union Européenne, Nigeria), des vêtements cousus, des couvertures et draps (Indonésie, Dubaï, Thaïlande, Hongkong, Kenya), friperies (Union Européenne), etc.

2) *Équipement ménager*

Parmi ces articles on peut citer : la vaisselle, les frigos, les lampes, les vidéos et téléviseurs, les pendules et horloges, les fers à repasser, les réchauds, les articles en plastic, les filtres à eau, etc. Les pays d'origine sont principalement : Chine, Dubaï, Inde, Japon, Kenya, Singapour. Dubaï, HongKong, Jakarta et Nairobi constituent les principaux marchés de provenance.

¹ Enquête sur le marché de Butembo en novembre et décembre 2001 avec le concours des étudiants de première licence sciences économiques (année 2001-2002) de l'Université Catholique du Graben.

² VWAKYANAKAZI M., 1991, *op. cit.*

³ Notre estimation sur base des observations au marché de Butembo.

3) Matériaux de construction

Il s'agit entre autres des triplex, des fers à béton, des carreaux, des vitres, des tuyaux, du ciment, des clous, des tôles ondulées, etc.

Comme principaux pays d'origine des matériaux de construction, il faut citer : Chine, Dubaï, Inde, Jakarta, Kenya, Ouganda, et Union Européenne. Ils sont achetés à Dubaï, Kampala et Nairobi. Pour ces produits la prépondérance du Kenya est remarquée. En effet, on y retrouve des usines de production, des maisons de représentation et des grossistes.

4) Produits cosmétiques

Il s'agit des savons, des lotions, des crèmes, des dentifrices, des poudres, des parfums, des shampoings, etc. Parmi les principaux pays d'origine, il convient de mentionner : Côte d'Ivoire, Indonésie, Kenya, Nigeria, Ouganda, et Union Européenne. Les achats sont effectués principalement à Kampala (Ouganda), Nairobi (Kenya), Lagos (Nigeria) ainsi qu'à Kinshasa.

5) Autos et pièces de rechange

Dans la région, la plupart d'autos sont de marque japonaise, mais souvent achetées à Dubaï. Dans beaucoup de cas, il s'agit d'autos de seconde main. Pour les camions, la marque allemande Benz est préférée. Allemagne, Japon et Taiwan, constituent les principaux pays d'origine. Dubaï constitue à ce jour le principal marché d'approvisionnement.

6) Motos, vélos et pièces de rechange

Il s'agit essentiellement des motos de marques japonaises (yamaha et honda). Corée, Dubaï, Jakarta, Japon et Taiwan constituent les principaux pays d'origine et de provenance. Les vélos et leurs pièces de rechange sont fabriqués principalement en Chine et en Inde, mais achetés au Kenya et en Ouganda.

7) Les produits alimentaires importés

Ils sont très divers, ainsi que leur provenance. Parmi les produits qui sont les plus importés, on peut citer : du lait en poudre, de la farine de froment, des huiles végétales, du sel de cuisine, des boissons, etc. Ils proviennent de : Afrique du Sud, Émirats Arabes Unis, Kenya, Union Européenne, Ouganda, etc. Les principaux pays d'approvisionnement sont le Kenya et l'Ouganda.

8) Produits pharmaceutiques

Les pays d'origine sont principalement, pour les génériques : Inde, Pakistan, Nigeria, Belgique, Kenya, Chine et Congo. Ils sont achetés à Kampala, Nairobi, Lagos et Kinshasa. Les spécialités proviennent de Belgique, France et Allemagne.

Enfin, pour les différents produits, il y a lieu d'affirmer qu'en Afrique, Ouganda, Kenya et Nigeria constituent les principaux pays d'approvisionnement. En Asie, Dubaï et Jakarta constituent les principales places d'achats. Singapour joue un rôle important de port de transit des marchandises en conteneur.

6.2 Importance des échanges

Cette importance peut s'apprécier par le poids des opérations de commerce extérieur, particulièrement sur des biens : les importations et les exportations. Plus loin nous évoquerons également le poids des transferts des devises pour les paiements internationaux.

6.2.1 Les importations

Les statistiques suivantes permettent de se rendre compte de l'importance du commerce extérieur dans l'économie locale durant la décennie 1990. Les marchandises diverses, le carburant, les véhicules, les produits pharmaceutiques, les matériaux de construction etc., sont importés. Pour le transport, les marchandises sont couramment chargées en conteneur de 20 pieds.

Plus de 80 % des importations qui arrivent par le poste douanier de Kasindi sont destinées à Butembo. D'autres importations arrivent aussi par Bunagana et Ishasha, des postes douaniers situés au sud-est. Ces statistiques cumulent donc des données de Beni et Butembo. En 1999-2000, il y a une hausse des importations de marchandises surtout à la suite des avantages accordés par l'administration rebelle au commerce sinistré par la guerre. La hausse importante de l'importation de carburant en 1997 est expliquée par l'entrée des stocks qui traînaient à l'étranger suite aux périodes d'insécurité et de guerre en 1996-1997. Il faut noter que ces statistiques officielles sont en deçà de la réalité de plus ou moins 10 à 30 % pour les importations de marchandises, 10 à 40 % pour l'importation de produits pétroliers, sans doute davantage entre 1999 et 2002, et 10 à 15 % pour les véhicules⁴.

⁴ Entretien avec des agents de l'O.C.C. à Beni et de l'OFI.D.A. à Butembo.

Tableau 2 – Statistiques des importations de Beni-Butembo

Années	Marchandises en conteneur	Produits pétroliers en m³	Véhicules en unités
1990	1 577	37 526	162
1991	1 604	37 694	178
1992	1 632	38 262	181
1993	1 638	38 102	185
1994	1 698	38 345	194
1995	1 611	34 941	161
1996	673	720	45
1997	750	43 360	115
1998	807	10 151	144
1999	1 039	12 143	157
2000	1 357	14 387	208
2001	1 386	20 320	138

Source : OFI.D.A. et O.C.C.

Il y a lieu d'estimer alors les valeurs moyennes des marchandises couramment importées à Butembo au cours de la décennie 1990 en dollars américains (cif)⁵ :

Tableau 3 – Valeur estimée des importations locales

Type De marchandises	Provenance	Valeur (\$) d'une importation	Importations mensuelles : % par type de produits
Tissus imprimés kitenge (conteneur 20')	Hongkong Bangkok	95 000 85 000	25
Marchandises diverses (conteneur 20')	Bangkok Hongkong Jakarta Dubai	80 000 70 000 45 000 40 000	40
Marchandises diverses (camion bâché)	Naïrobi Kampala	35 000 15 000	35

Source : Nos enquêtes à Butembo

En période normale du point de vue sécuritaire et de ventes locales, il y a entre 100 et 200 conteneurs de marchandises importées mensuellement à Butembo. En prenant une moyenne de 150 conteneurs par mois, on peut estimer à 8 212 500 dollars la valeur mensuelle des marchandises importées, soit 3 525 000 dollars en marchandises diverses, 3 375 000 dollars en tissus imprimés et 1 312 500 dollars d'importations en bâchée. Plus ou moins

⁵ Entretien à Butembo avec quatre commerçants, le comptable du magasin Mb., un vérificateur de l'OFI.D.A. et deux déclarants en douanes.

15 véhicules sont importés chaque mois. Il s'agit de camions, mini bus, camionnettes et voitures. On peut estimer à 120 000 dollars la valeur des importations mensuelles de véhicules. Par ailleurs, avec une estimation de 50 entrées de carburant importé par mois, d'une capacité de 49 m³ chacune, au coût d'achat moyen de 300 dollars le m³ au Kenya, la valeur mensuelle moyenne est de 735 000 dollars.

Ainsi donc en cumulant les estimations par type de produits, il y a lieu de dire qu'approximativement les importations de Beni-Butembo, en valeur, avoisinent plus ou moins 10 millions de dollars le mois, et plus de 100 millions de dollars par an.

Nous n'avons pas de données pour faire des comparaisons provinciales, mais une donnée indicative pour 1989, montre que pour Beni-Butembo, par le poste frontière de Kasindi vers l'Est africain, le trafic entrant en tonnes (21 294) représentait près de 47 % de celui de l'ancienne province du Kivu (44 902 tonnes) ; et le trafic sortant, (36 900 tonnes) représentait plus de 69 % de celui de l'ancienne province (53 375 tonnes)⁶. Sur base de nos estimations, en effet, avec une moyenne de 150 conteneurs d'importations de marchandises par mois pour Beni-Butembo, chacun transportant plus ou moins 12 tonnes, il y a donc approximativement 1 800 tonnes de marchandises importées mensuellement dans la contrée, soit 21 600 tonnes annuellement. Cette estimation ne s'écarte pas significativement des données de 1989, soit 21 294 tonnes.

Au niveau national, on a le tableau suivant des importations en valeur⁷ :

Tableau 4 – Importations nationales en valeur en millions de dollars américains

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
1 836	1 524	885	668	581,3	870,9	1 089	807,4	546,3

Avec une estimation de 100 millions de dollars de valeur des importations de Beni-Butembo, il y a lieu de dire qu'elles représentent approximativement, au cours de la décennie 1990, plus ou moins une fourchette se situant entre 5 % et 15 % des importations nationales.

⁶ *Schéma régional d'aménagement, op. cit.*, p. 123.

⁷ MUTAMBA LUKUSA G., *Congo/Zaire. La faillite d'un pays*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 16.

6.2.2 Les exportations

Les territoires de Beni et Lubero exportent des produits de cultures industrielles (café, quinquina, papaine, thé, etc.), des produits miniers (or, cassitérite, diamant, etc.) mais aussi du bois, des vivres. Certains produits manufacturés importés sont réexportés.

6.2.2.1 Importance du café

Le café constitue le principal produit exporté. L'est du Congo fait partie de grandes zones de culture du café dans le pays. Ainsi son économie suit aussi la conjoncture nationale. En effet, le café a été pendant longtemps la principale culture d'exportation du Congo. Il a représenté plus ou moins 75 % des recettes d'exportation des produits agricoles¹, occupant ainsi une troisième place, en moyenne, après le diamant et le cuivre. Le café est exporté presque exclusivement vers l'Europe (Belgique, France, Suisse). Avec la haute conjoncture au marché européen, l'exportation de café a joué le rôle de moteur de l'accumulation de capital en territoires de Beni et Lubero à la fin des années 1970 et au courant des années 1980, bénéficiant beaucoup du concours des banques². C'est au courant de cette période que sont installées dans la contrée des usines de traitement de café dont plusieurs ne sont plus fonctionnelles. Parmi les raisons il faut citer la faillite de certains entrepreneurs de ce secteur, la baisse des cours mondiaux du café, mais aussi la trachéomycose qui décime le café robusta.

Les données suivantes certes insuffisantes, donnent une idée de l'importance de la valeur des exportations du café et leur contribution à l'accumulation locale :

¹ *République du Zaïre, conjoncture économique*, Département de l'Economie nationale, Industrie et Commerce extérieur, 1985, p. 41.

² Entretien à Butembo avec des banquiers de B.C.A., B.C.C.E. et N.B.K.

Tableau 5 – Statistiques d'exportations de café

Année	Arabica poids net exporté kg	Arabica Valeur en \$	Robusta poids net exporté kg	Robusta valeur en \$	Valeur totale \$
1996	3 357 720	7 575 427,4	10 272 540	18 689 534,5	26 264 961,9
1997	1 752 300	4 355 186,4	4 114 620	4 583 509	8 938 695,4
1998	2 841 540	6 761 501,9	3 633 180	4 409 606,2	11 171 108,1
1999	2 533 740	3 561 547,8	4 352 520	4 484 434	8 045 981,8
2000	2 466 900	3 264 108,4	3 001 260	1 778 717,4	5 042 825,8

Source : Bureau de l'Office National du Café, ONC, Beni

L'exportation de café est généralement soumise au respect des formalités. Mais ces statistiques sont dans une certaine mesure, en deçà de la réalité. En effet, certaines exportations se passent hors banques. Ainsi, il arrive que le crédit documentaire ne soit pas souscrit. Dans ce cas, le vendeur envoie lui-même les documents à son acheteur par une compagnie internationale de courrier express. Les devises sont récupérées via des comptes des tiers à l'étranger ou transférées aux fournisseurs en cas d'importations.

Nous l'avons dit, une partie du café de l'Est du Congo est exportée en Ouganda par des pratiques informelles. Elle est ensuite réexportée officiellement par ce pays. Parmi les facteurs explicatifs, il faut évoquer : la proximité géographique, la différence de prix, l'opportunité d'approvisionnement en Ouganda, etc.

D'autres produits sont également exportés dans la contrée notamment la papaine, le bois scié, et les minerais.

6.2.2.2 Importance des minerais

Parmi les minerais exportés de la région, il y a surtout l'or. Les milieux de provenance sont nombreux. On peut citer surtout les environs de Manguredjipa, à plus de 90 km à l'ouest de Butembo et l'Ituri en province Orientale³. L'or est exporté vers les pays voisins. Les recettes en devises transférées vers les pays d'achat, permettent alors aux opérateurs économiques de payer leurs importations.

Il est clair que l'or n'est pas exporté via les banques ou les comptoirs nationaux agréés. On ne sait pas trouver les statistiques d'exportation d'or dans la contrée. Cependant, on sait que l'or est exploité. Il y a donc lieu d'affirmer que quasi 100 % des exportations d'or sont non déclarées. Au cours de la décennie 1980 un seul comptoir agréé était opérationnel dans la

³ Entretien à Butembo avec le secrétaire de la Division de Mines et Energie, un gestionnaire du G.K. et K.J. négociant d'or et diamant.

contrée. Il travaillait avec 7 courtiers locaux qui eux-mêmes avaient leurs réseaux de négociants⁴. Ces derniers achetaient directement auprès des « creuseurs » artisanaux. L'exportateur et comptoir agréé Congocom, d'abord présent à Goma, a installé temporairement un bureau à Butembo en août 1997, mais pas pour longtemps, principalement à cause de l'insécurité consécutive aux guerres dans le pays. Il y a travaillé aussi avec des courtiers. Mais l'or a continué à être exporté par des pratiques informelles.

Le nombre de négociants enregistrés au Bureau territorial des Mines et énergie à Butembo varie entre 60 et 100. Leurs maisons de négoce sont communément appelées « comptoirs ». À la fin des années 1980, plus de 50 % de grands commerçants⁵ étaient acheteurs et exportateurs d'or, valeur refuge face à la monnaie nationale qui se dépréciait fort. Avec la dollarisation croissante des échanges et les possibilités de transfert international des devises, cette proportion a baissé.

Ces dernières années, l'or est exporté surtout vers l'Ouganda. La différence de prix constitue un des facteurs qui incite à pratiquer ce trafic. En effet, si en 2002 à Butembo le prix d'un « tola » – équivalent de 10 gr – avoisine les 100 dollars, il varie entre 115 et 120 dollars en Ouganda, selon notre enquête.

On peut évoquer aussi l'importance de l'exploitation du colombo-tantalite (coltan) entre 1994 et 2000. Ce minerai entre dans la fabrication de certains appareils de haute technologie mais aussi de certaines armes. Plus de cent tonnes étaient exportées annuellement au cours de cette période⁶. Certaines exportations ont été réalisées en contournant les procédures et les services officiels. Avant 2001, année où le cours a chuté, la valeur des exportations annuelles locales de coltan dépassait un million de dollars. Le cours a chuté principalement à la suite des pressions internationales, étant donné le lien établi entre l'exploitation de ce minerai et le financement de la guerre au Congo.

L'économie du Nord-Est du Congo est plus portée par le commerce que par la production. Il ressort de ces données, que la valeur des importations excède celle des exportations. Alors que la valeur des importations avoisine les 100 millions de dollars par an, celle des exportations en représenterait plus ou moins 10 %. Il y a donc d'autres mécanismes de financement des importations, en plus il y a des importateurs qui ne sont pas exportateurs et vice versa. Le produit moyen des exportations d'or et le transfert des devises via un des principaux intermédiaires en Ouganda, atteignent mensuellement plus ou

⁴ Entretien avec le secrétaire de la Division de Mines et Énergie à Butembo le 21/11/2001.

⁵ Nos estimations d'après les entretiens avec les commerçants à Butembo.

⁶ D'après la Division de Mines et Énergie à Butembo et l'O.C.C. à Beni.

moins deux millions de dollars. Une quantité d'or est achetée par d'autres réexportateurs et il existe d'autres canaux de transferts de devises. On peut en déduire que les importations sont financées d'une part par l'exportation (d'or, de café, de bois, de quinquina etc.) et d'autre part par le transfert des devises des ventes locales. Les opérations d'exportation et de transfert de devises hors banques sont en quelque sorte dévoilées par la visibilité des importations de marchandises dont le dédouanement est fait par déclaration officielle.

Il y a également une importante contribution du commerce extérieur au trésor public en termes de droits de douane (des importations surtout), soit en moyenne 5 millions de dollars par an, ce qui représente, par estimation, un peu plus de 4 % de la valeur nationale (1997-2000⁷). Toutefois, l'officiel reste sans doute en deçà du réel.

6.3 Importation et conjoncture

6.3.1 Coûts d'importation et conjoncture⁸

La fixation du prix de vente des biens importés devrait prendre pour base les coûts et charges à imputer. Souvent, il est fixé par estimation, en tenant compte des prix sur le marché. Plusieurs ne calculent pas de coût de revient avant de fixer le prix de vente. Ce dernier est fixé en fonction de la demande et compte tenu de l'état du marché chez les concurrents.

Voici pour illustration des coûts engagés par l'importation d'un conteneur de 20 pieds de marchandises diverses de Dubaï en 2000 :

Tableau 6 – Éléments du coût de revient d'une importation de Dubaï

Poste	Coût \$ us
Transport Dubaï – Mombasa/ bateau	2 500 à 3 000
Entreposage à Mombasa	700 à 1 000
Transport Mombasa-Butembo/camion	2 500
Droits de douane	3 000
Fiscalité précompte b.i.c.	150
Taxe fond de promotion industrielle	50
Taxe Bureau de commerce extérieur	50
Taxe Ogefrem	50
Jetons services publics au dépotage	200 à 300
Total	9 200 à 10 100

Source : Nos enquêtes à Butembo

A ces coûts s'ajoutent le prix d'achat et les frais accessoires d'achat des marchandises, les frais de voyage et de séjour de l'importateur, etc. Les jetons des services publics sont des sommes payées à chaque agent d'un

⁷ Rapports de la Banque Centrale du Congo.

⁸ Entretien à Butembo avec les importateurs C., P., M. et J.B., un vérificateur de l'Ofida, un agent du Bureau du commerce extérieur, le comptable de l'agence en douane G.T.A.

service qui assiste au déchargement des marchandises importées ; il n'y a souvent pas de quittance délivrée. Plusieurs importateurs affirment que ces coûts sont très élevés et ne leur permettent que de dégager une marge variant entre 10 et 15 %. Ils reconnaissent avoir réalisé des chiffres d'affaires importants entre 1990 et 1995. En effet, à cette époque, des clients venaient de plusieurs contrées du Congo (Kisangani, Bunia, Isiro, Goma, Bukavu, Shaba, Kasai...) pour acheter à Butembo des produits manufacturés importés d'Asie. Butembo a joué ainsi le rôle de cité entrepôt, plaque tournante d'une économie régionale de l'Est du Congo. En fait près de 60 % de la demande provenait d'autres régions. Depuis les guerres de 1996-1997 et 1998, l'insécurité consécutive et la quasi balkanisation du territoire entre factions rebelles, cette demande a fortement décliné.

6.3.2 Contexte et rôle de la guerre au Congo

Les conséquences des dernières guerres au Congo se font sentir au Nord-Est du pays dans différents domaines⁹.

Une rébellion partie de l'est du pays en 1996, avec l'appui de l'Ouganda et du Rwanda, porte Laurent Désiré Kabila au pouvoir à Kinshasa en mai 1997. Les commerçants des territoires de Beni-Lubero ont été obligés de contribuer financièrement aux dépenses de la rébellion. Les populations ont espéré que le nouveau régime apporterait une amélioration de leurs conditions socio-économiques. Les espoirs ont été déçus. Du règne de Kabila père (de mai 1997 à janvier 2001), la fonction publique n'a été payée que quelques mois en 1997 et 1998. La propagande politique s'est faite à travers les comités des pouvoirs populaires mais ils n'ont pas suscité beaucoup d'adhésion¹⁰. Ils ont été peu implantés à Butembo. Dans le domaine économique, le franc congolais introduit en juin 1998 a été bien accueilli. Mais les droits de douanes et taxes ont haussé ce qui n'était pas de nature à développer les affaires.

En 1998, une autre rébellion, celle du Rassemblement congolais pour la démocratie part encore une fois de l'est. Elle conteste la gestion de Kabila. Elle éclate en factions dont l'une sera basée à Goma, une autre à Kisangani puis Beni. C'est cette dernière qui administrait les territoires de Beni et Lubero sous contrôle ougandais jusqu'en 2001-2002. Depuis 1998, la résistance à la présence des troupes rwandaises et ougandaises a été organisée par différents groupes armés notamment les « mayi mayi »¹¹. Ces derniers sont devenus antagonistes par la suite. La présence de différentes

⁹ VLASSENROOT K. et RAEYMAEKERS T., *op. cit.*

¹⁰ DE VILLERS G. et OMASOMBO TSHONDA J., « An Intransitive Transition », *Review of African Political Economy*, volume 29, number 93/94, September/December 2002, pp. 399-410.

¹¹ « Mayi » veut dire « eau » en kiswahili ; ces miliciens se croient invulnérables aux balles.

bandes armées, leurs tracasseries, la prolifération des armes ont insécurisé les campagnes et les villes.

C'est dans ce contexte, au niveau économique, qu'apparaissent dans l'est du pays des entrepreneurs et spéculateurs miniers liés aux rebelles et aux réseaux ougandais ou rwandais. Des comptoirs installés à Butembo revendent aux intermédiaires qui exportent principalement vers l'Ouganda des minerais exploités au Kivu et en province orientale. On peut donc dire que c'est dans le contexte de rébellion que le coltan est plus connu et exploité entre 1998 et 2001¹². C'est dans un contexte de guerre qu'on a vu émerger localement un type de nouveaux riches lié à son exploitation. Selon Hugues Leclercq, l'exportation non déclarée d'or du Congo vers l'Ouganda a doublé à partir de 1999. Cet accroissement est lié à la présence de l'armée ougandaise au Congo. Pour lui, la commercialisation a utilisé les filières antérieures, des réseaux des commerçants Nande et Hema (une ethnie de l'Ituri, au Nord-Est du Congo) qui s'acquittaient des redevances auprès des services administratifs rebelles dont une partie revenait aux autorités militaires ougandaises¹³.

Des réseaux d'hommes d'affaires ougandais se sont étendus au territoire congolais¹⁴. Certains se sont alliés aux Congolais pour tenir certains commerces (dépôts de carburant, dépôts de ciment) notamment dans des localités frontalières. Des réseaux commerciaux et politico-militaires ont donc transigé dans le contexte d'occupation ougandaise du Nord-Est du Congo. Ce sont surtout les exportations de bois, d'or, de diamant et de coltan et l'importation de carburant qui ont été prises en charge hors douanes par des autorités politico-militaires de la rébellion, avec une implication des officiers ougandais¹⁵. Selon Gérard Prunier, des hommes d'affaires locaux ont été impliqués dans les trafics et en ont profité. Nous sommes d'accord avec lui sur le fait que le petit peuple congolais n'a rien retiré de l'occupation ougandaise, mais il est inadmissible d'affirmer qu'il n'en

¹² – KENNES E., « Le secteur minier au Congo : 'déconnexion' et descente aux enfers », in REYNTJENS F. et MARYSSE S., *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 299-342 ;

– BRAECKMAN C., « Les richesses minières du Congo financent la guerre », *Le soir*, 5 février 1999, p. 8 ;

– BRAECKMAN C., « Les minerais du Kivu sont le nerf de la guerre », *Le soir*, 9 mai 2000, p. 8 ;

– KIESEL V., « Embargo sur le coltan ? », *Le soir*, 15 janvier 2002, p. 8.

¹³ LECLERCQ H., art. cit., p. 69.

¹⁴ CALAS B., « Nouvelles (?) géopolitiques ougandaises », *Afrique politique 2001*, Paris, Karthala, 2001, p. 155.

¹⁵ Entretien à Butembo avec des douaniers et un haut responsable de l'Antenne des finances.

souffrait pas¹⁶, rien qu'à imaginer les souffrances liées à l'insécurité. Les populations ont connu des restrictions des droits et libertés¹⁷.

Certains produits se sont retrouvés sur le marché congolais seulement depuis les deux guerres de 1996 et 1998. C'est le cas des boissons ougandaises. C'est également depuis 1997 que s'est intensifié l'usage de la monnaie ougandaise, le shilling, principalement sur les marchés et les localités frontaliers en territoire congolais.

Au plan administratif, les rebelles se sont substitués à l'État central. Au sein des territoires sous leur contrôle, ils ont exercé le pouvoir politique et joui des attributs de l'administration de l'État : la gestion des douanes, de la police, de l'armée, de l'ordre juridique, etc. Les rebelles ont également géré la trésorerie des entreprises publiques. Pour la rentrée des recettes, au début, ils ont haussé la fiscalité. Mais leur gestion n'a pas effectué de rupture par rapport aux pratiques précédentes¹⁸. Bien qu'ils aient géré les finances publiques, ils n'ont pas payé la fonction publique, ils n'ont pas construit ni renouvelé les infrastructures. Comme le fait remarquer Augustin Asango, l'administration rebelle était au service de ses leaders politico-militaires et non de l'intérêt général, au point d'affirmer que l'État a été « privatisé » dans les territoires sous contrôle rebelle¹⁹. Les rebelles n'ont pas échappé au clientélisme, au trafic d'influence et à l'enrichissement personnel. En cela leur comportement ne diffère pas de celui des acteurs politiques précédents pour qui, comme ailleurs en Afrique, des positions de pouvoir confèrent des possibilités d'enrichissement. C'est ce que François Bayart qualifie de « politique du ventre »²⁰.

L'installation des institutions du R.C.D.M.L. à Beni a rapproché la plupart de ses commissaires de leur terroir, le leader Mbusa Nyamuisi étant lui-même originaire du territoire. Ceci a favorisé le trafic d'influence, le clientélisme, les pratiques informelles notamment en commerce extérieur. Les procédures ont été négociées ou même ignorées sur base des relations entre commerçants importateurs, responsables politico-militaires et responsables des services publics²¹. Mais nous ne pouvons pas affirmer en ce

¹⁶ PRUNIER G., « L'Ouganda et les guerres congolaises », *Politique Africaine*, n° 75, octobre 1995, p. 52.

¹⁷ MUHINDO MALONGA T., « L'État de droit en temps de guerre », *Parcours et Initiatives*, Revue interdisciplinaire de l'U.C.G.-Butembo, n° 1, août 2002, pp. 6-17.

¹⁸ TULL D.M., « A Reconfiguration of Political Order ? The State of the State in North Kivu (DR Congo) », *African Affairs*, volume 102, number 408, July 2003, pp. 429-446.

¹⁹ ASANGO A., « La territoriale des originaires : un piège pour la transition ? », *Les Coulisses*, n° 138, 1^{er}-20 mai 2004, p. 23.

²⁰ BAYART J.F., *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, 1989, p. 283.

²¹ KAMBALE MIREMBE O., « Autour de l'économie informelle en période de guerre en République Démocratique du Congo », *Parcours et Initiatives*, Revue Interdisciplinaire de l'U.C.G., n° 1, août 2002, pp. 32-34.

qui concerne les territoires de Beni et Lubero, que les leaders rebelles ont utilisé le pouvoir politique pour assurer à large échelle une main mise sur l'économie. Nous ne pensons pas qu'il faille affirmer que des leaders rebelles ont contrôlé les réseaux commerciaux²². Ils n'ont pas procédé au commerce comme tel, mais ils ont souvent couvert ou parrainé des opérations commerciales par clientélisme. Il est certain qu'en considérant les relations entre certaines personnalités de la rébellion et certains commerçants, il y a lieu de dire que des circuits politiques et des circuits commerciaux ont transigé.

Par ailleurs, les rébellions successives ont placé une partie du pays sous la coupe des groupes militaro-politiques sans ressources. Le mouvement rebelle a présenté des besoins de financement pour sa gestion. Faute de ressources, il recourait à l'emprunt privé auprès des opérateurs économiques non pas en émettant des bons de trésor comme peut le faire un gouvernement central, mais par des arrangements avec les commerçants. L'administration rebelle en territoires de Beni et Lubero, a eu recours au système de *préfinancement*. Le remboursement s'effectuait en compensation d'impôts, taxes ou droits de douanes. Les relations sont entrées en ligne de compte dans la négociation des préfinancements. Ce système qualifié au départ de mesure exceptionnelle de dédouanement s'est généralisé, portant annuellement sur des centaines de milliers de dollars. Des commerçants eux-mêmes ont commencé à proposer un préfinancement au mouvement rebelle, car ils y gagnaient. Ce système n'a favorisé que certains grands commerçants capables d'avancer de sommes importantes à l'administration rebelle. Il a même été dénoncé par certains leaders de la rébellion²³. Les sommes de préfinancement sont prélevées pour le service public. Mais si elles prennent une autre orientation, le Trésor public est pénalisé. Il doit malgré tout rembourser, souvent avec des intérêts ou en concédant des réductions par amputation des droits de douanes. Il n'est pas sûr que le contrôle de ce remboursement ait toujours été efficace. Ce système a été relevé dans le rapport du panel des experts de l'ONU sur le pillage des ressources du Congo comme un moyen d'enrichissement des rebelles liés à certains commerçants en contrées de Beni et Butembo :

« Local commercial operators are, however, required to pay substantial import and export duties. These operators may be favoured with discounted tax payment deals, in the form of prefinancing arrangements, but tax payment for local operators is mandatory. Prefinancing arrangements involve the payment by an importer of discounted tax, payments in exchange for a financial payment to an authorizing rebel politician or

²² RAEYMAEKERS T., *op. cit.* pp. 66-68.

²³ *Les Coulisses*, n° 83, du 15 au 30 septembre 2000, p. 9.

administrator. None of these payments to the rebel administration is used to finance public services »²⁴.

Des connections entre des commerçants et des autorités politico-militaires de la rébellion, ont donc mis en place des pratiques qui, finalement, ont consisté à contourner les procédures douanières et le Trésor public. Mais on ne peut généraliser ; ces connexions n'ont favorisé que certains commerçants d'ailleurs au détriment de plusieurs autres.

Au plan politique, on peut dire qu'une des conséquences des rébellions, c'est l'affirmation d'autres pôles socio-politiques qui comptent : Goma pour le R.C.D., Gemena pour le M.L.C., Beni pour le R.C.D.-M.L. En même temps, cette configuration politico-militaire a balkanisé l'espace national et réduit les échanges régionaux. Paradoxalement, l'éloignement de la capitale Kinshasa et de Goma chef lieu de la province, a été ressenti dans une certaine mesure en territoires de Beni et Lubero érigés en province, comme un rapprochement des instances de décision. C'est dans ce contexte par exemple qu'une facilitation administrative a accompagné le démarrage des projets tels que celui d'électrification, mais aussi que des bâtiments administratifs en dur ont été érigés à Kasindi, à la frontière avec l'Ouganda pour abriter les bureaux des services douaniers, de contrôle et d'immigration. Un important chantier de construction du bâtiment administratif de la mairie de Butembo, financé par une « taxe développement » sur importations, a démarré en 2002.

Du point de vue commercial, le contexte de conflit et d'insécurité a fortement handicapé la circulation des personnes et les circuits de distribution. Nous l'avons dit, depuis la fin des années 1980, Butembo constituait un important centre d'approvisionnement d'autres régions du pays. Mais l'insécurité sur les routes, devenues par ailleurs impraticables, a fortement réduit ce trafic régional. En plus, l'entrée des marchandises en provenance d'un territoire contrôlé par une faction rebelle dans un espace d'une autre, était soumise aux droits d'entrée²⁵ alors qu'il s'agit d'un même pays. L'absence de communication entre espaces sous contrôle du gouvernement de Kinshasa et ceux contrôlés par les factions rebelles²⁶, a fortement réduit les échanges. Pour y faire face, des grands commerçants exploitent en leasing des avions cargo et les plus petits recourent aux vélos. Ces derniers sont devenus un moyen de transport de dizaines de kilos à des centaines de kilomètres.

²⁴ UNITED NATIONS, *Final Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of wealth of the Democratic Republic of the Congo*, 2002, [www. Irinnews.org/drc/](http://www.Irinnews.org/drc/)

²⁵ C'est le cas des marchandises en provenance de Butembo pour Goma.

²⁶ Le r.c.d. de Goma à l'est, le m.l.c. au nord-ouest, le r.c.d.m.l. au nord-est.

La dynamique commerciale de Butembo a donc subi les méfaits des guerres et de l'insécurité. Avec les méventes, les quantités importées ont fortement diminué ; elles représenteraient entre plus ou moins 20 et 40 % de celles de 1994-1995. Les revenus liés au commerce se sont également détériorés. Plusieurs commerçants ont affirmé ne plus réaliser de bénéfice mais travailler juste pour maintenir l'activité.

D'autre part il faut aussi noter une baisse sensible de prix des biens manufacturés dans cette contrée durant cette période. Certains articles comme les tôles ondulées ou les tissus imprimés d'Asie dénommés « kabede » ont connu une baisse de plus ou moins 50 % par rapport aux prix de 1994-1995. Les populations, malgré la baisse du pouvoir d'achat, pouvaient ainsi accéder à certains biens. Cette situation résulte d'une conjonction de facteurs. D'une part, la rébellion présente un besoin de financement. Pour y faire face rapidement, elle décide une baisse des droits de douane. Ensuite, elle recourt au préfinancement qui permet aux commerçants, créanciers en position de force, de négocier pratiquement à la baisse les droits de douane. Le fait que les commissaires rebelles sont issus du terroir favorise la baisse des tracasseries et donc de certains coûts. D'autre part, le cloisonnement des espaces sous contrôle des rébellions entraîne un stock excédentaire des biens importés à Butembo. Cet excédent d'offre pousse naturellement les prix à la baisse.

Il faut donc reconnaître que la rébellion a déstructuré davantage le commerce local en coupant le milieu de ses débouchés. Les invendus sont bradés. Les capitaux sont immobilisés ou investis en refuge dans des immeubles. C'est sans doute un des facteurs qui expliquent un certain accroissement des constructions en dur au courant de cette période. C'est une adaptation face à la conjoncture. Si une minorité a profité des cours élevés du coltan ou d'un parrainage politico-militaire, force est de constater que pour la majorité des commerçants le contexte de guerre a déprimé leurs affaires.

On ne peut pas dire que le bien-être de la population ait été au centre des préoccupations de l'administration rebelle. Même la sécurité n'a pas été assurée comparativement aux décennies précédentes. Les rivalités et affrontements entre les factions rebelles et les milices armées ont insécurisé les populations en ville comme dans les campagnes. Des bandes militarisées, sans ressources, ont développé des stratégies d'extraction des profits économiques²⁷. Suite à l'insécurité, les paysans se sont réfugiés en milieux urbains moins insécurisés. Ils ont abandonné leurs champs. Le bétail a été décimé. Il va sans dire que les conséquences se répercutent sur la sécurité

²⁷ VAN ACKER F. et VLASSENROOT K., « Les 'maï-maï' et les fonctions de la violence milicienne dans l'est du Congo », *Politique Africaine*, n° 84, décembre 2001, p. 105

alimentaire du milieu. Les échanges entre la ville et les campagnes ont diminué. Après les échanges régionaux, ce sont donc les marchés locaux qui ont subi négativement les conséquences de l'insécurité. L'agriculture et le commerce, principales activités des populations des territoires de Beni et Lubero, ont donc été perturbés par le contexte de conflit à l'Est du Congo.

Il ne nous sied pas de tirer ici le bilan de la rébellion. Mais nous avons relevé que dans ce contexte de conflits sont apparus d'autres acteurs, d'autres produits, d'autres orientations commerciales, d'autres réseaux, d'autres pratiques, d'autres mécanismes qui ont eu des conséquences socio-économiques au niveau local. Ce contexte de conflit a perturbé les échanges transnationaux, des adaptations ont été réalisées et les acteurs locaux continuent leurs pratiques.

Nous l'avons déjà signalé, la connexion du local au commerce transnational, s'est réalisé grâce aux pratiques de réseau. Dans différents pays se retrouvent des contacts qui facilitent les transactions. C'est l'objet du chapitre suivant.